

LE LIBAN DANS L'ŒIL DU CYCLONE

ANTOINE BASBOUS

L'avenir s'annonce très sombre pour le Liban, traumatisé par les guerres régionales dont il a été le théâtre depuis 1969. Aujourd'hui, l'alliance syro-iraniennne est déterminée à intégrer le pays du Cèdre dans un « croissant chiite » qui s'étendrait de la Caspienne à la Méditerranée en passant par les eaux du Golfe.

L'intégration du Liban au « croissant chiite » serait l'aboutissement d'un vieux dessein séculier, entrepris sous le règne du shah d'Iran, il y a presque cinquante ans. Le shah avait cherché à structurer la communauté chiite libanaise pour lui permettre de s'émanciper de l'autorité de la hiérarchie sunnite en désignant pour cette mission le brillant imam Moussa Sadre qui fut naturalisé libanais en 1963. Il parlait un bon arabe, teinté d'un fort accent iranien. En 1969, les chiites ont obtenu la création du Conseil supérieur chiite, désormais distinct et indépendant du Dar el-Fatwa sunnite.

La révolution khomeyniste en Iran (1979) a accéléré le mouvement d'émancipation des chiites au Liban. L'encadrement de la communauté n'avait plus pour finalité la simple

allégeance politique mais devenait idéologique, voire révolutionnaire. Le Hezbollah a été créé par les renseignements iraniens, associés aux services syriens, à la faveur de l'invasion israélienne de 1982. Depuis, Téhéran a investi des milliards de dollars pour structurer la communauté chiite autour des valeurs de la révolution khomeyniste. Il s'agissait d'exporter la révolution et d'instrumentaliser le vecteur chiite, là où il se trouvait.

Un quart de siècle plus tard, et grâce à la complicité entre Damas et Téhéran, le Hezbollah s'est militairement structuré comme une armée, désormais plus puissante que celle de l'État libanais et disposant de dizaines de milliers de missiles de toute portée. Son budget colossal est alloué par Wali el-Faghih (le vicaire du Prophète sur terre), le Guide de la révolution iranienne, Ali Khamenei. Le Hezbollah applique une recette tout orientale : un chef à la stature mythique et quasi divine ; une organisation stalinienne ; une armée secrète entraînée par les Pasdaran et qui est restée à l'abri des

infiltrations par les services de renseignement.

L'armée israélienne l'a appris à ses dépens au cours de la guerre de l'été 2006 : ni les bases de commandement du Hezbollah, ni ses bunkers de repli, ni les réseaux de télécommunication n'ont été démantelés par Israël. La destruction des sièges du Hezbollah et de sa télévision, Al-Manar, n'a pas interrompu les émissions très mobilisatrices. Et, aux derniers jours de la guerre, le Hezbollah continuait à lancer contre le nord d'Israël autant de missiles qu'aux premiers jours. La « non-défaite » du Hezbollah face à Israël en a fait un héros dans le monde arabe et islamique. L'Iran, qui a pris en charge la cause palestinienne en évinçant les États arabes, lesquels sont accusés d'être des « amis » des États-Unis et d'avoir reconnu Israël, en a largement profité dans les opinions publiques arabes. Et ce, au moment où le Président iranien, tout en niant l'Holocauste, répète chaque semaine qu'Israël doit disparaître.

Le succès populaire du Hezbollah a été tel qu'il a beaucoup dérangé et inquiété les régimes arabes sunnites. En août 2006, Hassan Nasrallah, le charismatique secrétaire général du Hezbollah, avait été désigné comme la personne la plus populaire en Égypte, devançant ainsi deux autres radicaux : le chef du Hamas palestinien et le Président iranien. Pour l'alliance du « croissant chiite », la guerre de juillet-août 2006 a permis l'ouverture d'un nouveau front contre l'axe constitué par les Arabes sunnites et les Occidentaux, au moment où Téhéran voulait montrer sa capacité de nuisance à l'échelle régionale et faire diversion, alors que le Conseil de sécurité allait se saisir de la question du programme nucléaire iranien.

L'OFFENSIVE IRANO-SYRIENNE DOPÉE PAR L'ÉCHEC AMÉRICAIN EN IRAK L'échec de l'invasion américaine de l'Irak et les travaux de la commission Baker-Hamilton ont poussé les acteurs du « croissant chiite » à mener une offensive au Liban pour graver dans le

* ANTOINE BASBOUS est directeur de l'Observatoire des pays arabes. Il est notamment l'auteur de *L'Arabie saoudite en guerre* (Perrin, 2004).

marbre, et de manière irréversible, la nouvelle donne régionale. Après le contrôle du gouvernement par les chiïtes à Bagdad, le temps était venu pour les chiïtes libanais d'accroître leur rôle au pays du Cèdre, sans se satisfaire de la répartition actuelle des postes au sommet de l'État.

De ce fait, les propositions de la commission Baker-Hamilton, qui encouragent des négociations avec l'Iran et la Syrie pour stabiliser l'Irak, rappellent le marché cynique conclu en 1990 avec Damas selon lequel la Syrie participerait à l'effort de guerre, quitte à lui accorder, en contrepartie, carte blanche au Liban. Les États-Unis et Israël avaient alors – fait unique – autorisé l'aviation syrienne à survoler le Liban et à bombarder le palais présidentiel, où siégeait le Premier ministre de l'époque, le général Michel Aoun. Les perspectives d'un nouvel accord et l'affaiblissement des positions de Washington en Irak et dans la région ont encouragé le lancement de l'offensive à Beyrouth. Il s'agit pour le Hezbollah de parachever le coup d'État de juillet dont la première manche a été engagée en violant la « ligne bleue » tracée par l'Onu entre Israël et le Liban ; et la deuxième, dans la capitale, en une tentative de s'emparer du pouvoir.

Après la guerre de l'été 2006, le Hezbollah s'est retourné contre le gouvernement en bloquant les institutions et en réclamant la démission du cabinet de Fouad Siniora. Or, le mandat de l'actuel président de la République, Émile Lahoud, a été prorogé par les Syriens, en 2004. Il leur est resté très fidèle, ainsi que le président du Parlement et les membres de la haute administration, nommés à l'époque de l'occupation. De ce fait, le gouvernement issu des urnes de 2005 n'a pas eu les moyens de gouverner puisque les contre-pouvoirs pro-syriens et pro-iraniens contrôlaient solidement la place. Aujourd'hui, la minorité de blocage au sein du gouvernement (un tiers des ministres plus un), réclamée par le Hezbollah, devrait permettre à l'alliance syro-iranienne de mettre la main sur le pays et surtout de torpiller le Tri-

bunal international qui devra juger les assassins de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. En effet, ce Tribunal cristallise toute l'hostilité de Damas qui veut empêcher sa création quel qu'en soit le prix. Car les indices recueillis par les enquêteurs internationaux, mandatés par le Conseil de sécurité, laissent penser à une implication syrienne au plus haut niveau dans ce meurtre. Les dirigeants syriens sont inquiets d'une éventuelle mise en accusation. Damas n'a jamais digéré sa sortie humiliante du Liban, en avril 2005, soit trois mois après l'assassinat d'Hariri. Jusque-là, les Syriens avaient exécuté impunément ce qu'ils voulaient au Liban sans que la communauté internationale ne s'en mêle et sans que cela n'ait de retombées régionales ou internationales. La nouvelle donne, consécutive au 11-Septembre et à la stature internationale d'Hariri, avait échappé à l'analyse de la direction syrienne, aveuglée par sa haine.

LES EFFORTS FRANCO-AMÉRICAINS À L'ÉPREUVE La rencontre de juin 2004 entre George Bush et Jacques Chirac pour commémorer le soixantième anniversaire du débarquement de Normandie a été l'occasion de lancer une initiative majeure pour sauver le Liban. Elle débouchera sur la résolution 1 559 de septembre 2004. Le président Chirac a convaincu George Bush – désireux d'instaurer la démocratie dans le Grand Moyen-Orient – de ressusciter la démocratie au Liban, pays dont la tradition démocratique (multipartisme, presse libre, élections régulières, syndicats...) est indéniable bien qu'elle ait été mise entre parenthèses pendant l'occupation syrienne. La résolution 1 559 est le fruit de cette entente franco-américaine, elle comporte trois volets : le retrait de l'armée syrienne, le désarmement des milices et l'organisation d'une élection présidentielle conforme aux termes de la Constitution, écartant *de facto* le renouvellement du mandat de Lahoud.

Dans la foulée de l'assassinat d'Hariri, plusieurs opposants ont été exécutés. Les victimes partagent un dénomina-

teur commun : leur hostilité à l'occupation et à l'hégémonie syrienne. Plusieurs résolutions du Conseil de sécurité ont ordonné à la Syrie de reconnaître diplomatiquement son voisin et de délimiter leur frontière commune. La résolution 1 701 (août 2006), qui a mis un terme aux hostilités entre le Hezbollah et Israël, a renforcé la mission des casques bleus sur place, la Finul, bien que cette résolution ne soit pas régie par les contraintes du chapitre VII de la charte des Nations unies. Elle a apporté au Liban le soutien d'une large coalition internationale. En effet, des soldats chinois, turcs, des Européens du Nord sont venus pour la première fois conforter la colonne vertébrale de la Finul-II, constituée d'armées européennes (françaises, italiennes, espagnoles et allemandes). Aussi, l'armée libanaise a pu se redéployer le long de la frontière avec Israël, aux côtés de la Finul, ce qu'elle n'avait jamais pu faire depuis la fin des années 60 et son expulsion au profit de la constitution d'un « Fatah-land ». Toutefois, le gouvernement libanais n'a pas réussi à confier le contrôle de ses frontières terrestres avec la Syrie à la Finul en raison du double veto du Hezbollah et de Damas. Or, c'est par cette frontière que transite l'armement du Hezbollah, dont l'acheminement se poursuit depuis la cessation des combats, en violation de la résolution 1 701.

Damas et Téhéran ont dédié les années 2006-2007 à la reconquête du Liban, par Hezbollah interposé. Un Hezbollah secondé par de petites formations squelettiques dont la vocation est de masquer la nature chiïte de l'offensive derrière l'apparence d'une opposition transcommunautaire.

LE RENIEMENT CALCULÉ DU GÉNÉRAL AOUN

Le plus surprenant est de voir le général Aoun – bien qu'abandonné par une large partie de sa base chrétienne – venir au secours du Hezbollah et de l'alliance syro-iranienne. Or, ce sont les Syriens qui l'ont chassé du palais présidentiel en 1990 et l'ont contraint à un exil parisien de quinze ans. Ses

partisans ont beaucoup souffert de la violente répression menée par les armées libanaises et syriennes. Aujourd'hui, leur champion se retrouve aux côtés des pro-syriens. Sans doute, la motivation première du général est la recherche d'un mandat présidentiel que la majorité parlementaire et souverainiste du 14 Mars ne serait pas prête à lui accorder. Et, tenant compte du vent favorable aux puissances du « croissant chiite », il a dû penser que sa qualité de présidentiable lui commandait de se positionner dans le camp des présumés vainqueurs, tout en prétendant vouloir lutter contre la « corruption et l'inefficacité gouvernementales ». Malgré sa défaite au Liban, la Syrie avait gardé derrière elle des atouts majeurs : un Hezbollah lourdement armé, constituant un État dans l'État, ainsi que les présidents de la République et du Parlement, dévoués à sa cause. Le Hezbollah dispose de fonds illimités pour mener à bien sa guerre et sa conquête du pouvoir politique. Les manifestants qui ont entamé un sit-in, au centre de Beyrouth, le 1^{er} décembre 2006 ont bénéficié d'une logistique de guerre pour installer un campement de tentes et distribuer des repas gratuits ainsi que des narguilles à des jeunes chauffés à blanc. Face à ces réseaux structurés, le gouvernement n'a pas de réelle emprise sur la marche du pays. Il dispose certes du soutien moral de la communauté internationale, mais ne parvient pas à utiliser ce soutien face à des pays sans scrupule qui le déstabilisent et pratiquent l'assassinat politique. Le chef de la commission d'enquête internationale Detlev Mehlis et son successeur Serge Brammertz auraient pu tirer des conclusions de l'arrestation des quatre généraux les plus proches du Président libanais qui n'auraient pas pu agir sans l'approbation explicite du chef de l'État libanais, Émile Lahoud, leur ami et protecteur. Ce faisant, la commission d'enquête aurait poussé au départ le président de la République. Et, à l'issue des élections générales de 2005, le Liban aurait

eu un nouveau président en accord avec la majorité gouvernementale. Les tentatives de dialogue interlibanais ont été condamnées par le blocage stratégique en Irak et par l'inversion du rapport des forces en faveur de l'axe chiite dans la région. Ce qui a encouragé le Hezbollah à entamer son coup d'État rampant en créant une situation insurrectionnelle. Globalement, la communauté sunnite est solidaire du Premier ministre et fait face à la communauté chiite qui veut la soumettre et la dépouiller. Les communautés chrétienne (par la voix de l'Église) et druze (représentée par ses notables historiques) ont manifesté leur soutien au Premier ministre Siniora (sunnite) qui incarne la détermination pour l'indépendance. Les médias des deux bords ont diffusé des « clips de confrontation » chargés d'exclusion et de haine. Et l'on voit mal comment les opinions publiques, ainsi mobilisées, pourraient contenir leur colère. Car tout acte de guerre – avant de se traduire par la violence – commence par la mobilisation des esprits, prélude aux affrontements militaires.

LA POLARISATION ENTRE SUNNITES ET CHIITES S'AJOUTE AU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN La posture franchement « révolutionnaire » affichée par le Hezbollah ne cesse d'inquiéter les États arabes. Elle est susceptible de « contaminer » leur propre population qui pourrait se lancer dans la constitution de milices paramilitaires ou lancer des défis aux autorités locales en occupant la rue. Ce souci majeur et la bipolarisation régionale entre sunnites et chiites condamnent le Liban à redevenir le champ de bataille des conflits régionaux. Le Guide iranien n'a-t-il pas ordonné au Hezbollah, en novembre 2006, d'infliger une défaite aux États-Unis sur le théâtre libanais ? Les rois d'Arabie et de Jordanie, le Président égyptien et le secrétaire général de la Ligue arabe sont intervenus à leur tour, mais pour calmer le jeu et préserver le *statu quo*. L'onde de choc du conflit irakien et la défaite américaine qui se profile dans

la région risquent de dévaster le Liban en le transformant en ligne de démarcation d'un conflit entre sunnites et chiites, à l'échelle régionale, et d'un conflit international opposant les États arabes sunnites et l'Occident d'un côté, au « croissant chiite » de l'autre. Deux thèmes cristallisent cette dernière confrontation : le nucléaire iranien et le Tribunal international. Traumatisé par plus de trente années de conflit, le Liban n'a pas eu l'opportunité de recouvrer son intégrité avant l'arrivée d'une nouvelle déferlante. Ne nous trompons pas de diagnostic : tant que le clan des Assad restera aux commandes de la Syrie, ni le Liban ni les autres pays de la région ne connaîtront la stabilité. Car ce régime minoritaire et dictatorial ne peut survivre qu'en semant le chaos autour de lui et en rackettant ses voisins. Et si on songe à briser l'expansion du « croissant chiite », il faudrait alors l'interrompre au niveau de son maillon syrien. Toutefois, l'obstacle majeur à cette perspective se situe en Israël qui plaide à Washington la cause de la minorité alaouite par crainte de l'arrivée au pouvoir d'une majorité sunnite, dans laquelle les Frères musulmans sont fortement implantés. La confrontation entre sunnites et chiites, qui annonce une guerre longue et fort coûteuse en vies humaines – nous en voyons les prémices en Irak sans pouvoir distinguer clairement leurs retombées sur la configuration géopolitique de la région –, est une guerre qui dévaste le « cœur » de l'islam et qui ruine les espoirs du courant libéral dans les sociétés islamiques, en renforçant les forces les plus radicales et les plus obscurantistes. Elle intervient au moment où le monde n'est toujours pas parvenu à résoudre le problème central de cette région : la crise israélo-palestinienne qui rejaillit fondamentalement sur les relations entre l'Occident (et particulièrement les États-Unis) et le monde islamique. La sérénité des relations entre l'islam et l'Occident ainsi que la stabilité de la région passent par la résolution de ce conflit. ■